

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Comment-le-blocus-de-Cuba-s-est-renforce>

Comment le blocus de Cuba s'est renforcé.

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : jeudi 20 septembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La sanction économique des Etats-Unis arrive à des limites insolites, surtout depuis les dernières années. Par exemple, un jeune cubain n'a pas pu recevoir son prix à l'issue d'un concours photo parce qu' il s'agissait d'une caméra Nikon qui portait de la technologie US.

Por María Laura Carpineta

[Página 12](#). Buenos Aires, le 20 Septembre 2007.

[Leer en español](#)

Cuba a perdu presque 90 milliards de dollars à cause du blocus étasunien. C'était la somme qu' a avancé cette semaine le ministre des affaires étrangères de l'île, Felipe Pérez Roque, et qu'il présentera à la fin du mois d' octobre à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour obtenir la censure numéro 16 de la communauté internationale. Le rapport de La Havane a détaillé les centaines de millions de dollars que le pays perd année après année dans le tourisme et la situation précaire sur le plan sanitaire et technologique que provoquent les blocus sur les importations, mais a aussi fait remarquer les extrêmes - quasi ridicules - qu'ont atteint les sanctions de la Maison Blanche.

L'un des cas les plus exemplaire de l'obsession du gouvernement des Etats-Unis avec la petite île du caraïbe s'est passé il y a presque un an. Raysel Sosa Rojas, un jeune cubain de 13 ans, s'était rendu en Algérie avec d'autres enfants du monde entier pour participer au XV eme Concours International de la jeunesse sur l'Environnement, un concours artistique sponsorisé par une agence de l'ONU. Après avoir exposé ses peintures, Rojas a été sélectionné et a gagné l'un des prix. Le prix était une caméra digitale Nikon. Le jeune cubain s'est présenté avec le reste des gagnants à la cérémonie finale, mais ce fut le seul qui n'a pas reçu son prix. Au milieu de la remise, le représentant de l'entreprise japonaise l'a approché et s'est excusé. Il lui a expliqué qu'ils ne pouvaient pas lui remettre la caméra parce qu'elle contenait des composants US et cela violerait le blocus commercial, qui depuis 1962 est en vigueur contre son pays.

L'histoire du jeune homme cubain est l'un des nombreux exemples qui témoigne de comment le blocus s'est accru au cours de ces 45 années. Imposé formellement en février 1962, l'embargo supposait seulement une suspension du commerce entre les États-Unis et l'île. En 1992, cela a commencé plus à ressembler à un blocus. Avec la Loi pour la Démocratie Cubaine, plus connue comme Loi Torricelli, Washington porté "l'embargo" à toutes les filiales d'entreprises étasuniennes dans le monde. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, le commerce entre l'île et des entreprises en relation avec des compagnies étasuniennes s'élevait à 718 millions de dollars par an, dont plus de 90 % portaient sur des denrées alimentaires et des médicaments. Quatre ans après, "l'embargo" a continué à progresser et a cessé de concerner seulement les entreprises étasuniennes . La soit-disant Loi Helms-Burton a étendu depuis les sanctions à toutes les entreprises étrangères qui maintenaient des affaires avec les États-Unis et Cuba en même temps. Pour l'instant la sanction la plus courante est d'interdire l'entrée des dirigeants de ces entreprises dans ce pays.

Avec les gouvernements de George Bush "l'embargo" s'est durci, bien que la communauté cubano-étasunienne commence à exprimer son malaise. On a créé le Bureau de Contrôle d'Actifs Cubains, qui dépend du Département du Trésor. Selon ses rapports, en 2005 presque 500 citoyens étasuniens ou résidents étrangers aux Etats-Unis ont été condamnés à une amende pour être allé à Cuba sans permission. Chaque amende est de 4200 dollars. L'année précédente, ils avaient été 316 et, de plus, des sanctions ont concerné 77 entreprises, 11 étant situées hors des Etats-Unis, au Mexique, au Canada, au Panama, en Italie, au Royaume-Uni, en Uruguay et aux Bahamas. Les amendes infligées à ces entreprises peuvent atteindre le million de dollars.

La menace est réelle. En février passé, une chaîne nordique d'hôtels, achetée récemment par le groupe *Hilton*, a refusé de loger la délégation cubaine qui voyageait en Norvège pour participer à un congrès sur le tourisme. Une situation similaire était arrivée un an auparavant à l'hôtel *Sheraton* de Mexico. Seize entrepreneurs et dirigeants du secteur énergétique cubain ont été expulsés du lobby de l'hôtel. L'entrée leur a été même interdite au salon de conférences, où un séminaire était organisé, ironie l'affaire, par des entrepreneurs étasuniens.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi